

Bébédjia (sud du Tchad), un espace sous pression

Lieugomg Médard¹ et Sama Ozias²

Résumé

Située dans l'extrême sud du Tchad, Bébédjia jouit des conditions naturelles (climat et végétation) favorables aux activités agropastorales. Ce milieu naturel attire les éleveurs nomades des zones sahélienne et saharienne du nord menacés par les mauvaises conditions d'élevage et l'instabilité politico-militaire. Contraints de se fixer dans cette région et de pratiquer, en plus de leur activité traditionnelle, l'agriculture, ces pasteurs nomades doivent partager le petit espace utile avec les agriculteurs autochtones. Il s'en suit par conséquent une pression sur le foncier, renforcée par le projet pétrolier de Doba. Cette cohabitation qui était pacifique autrefois devient conflictuelle. Loin de régler à l'amiable et au mieux les conflits agriculteurs-éleveurs, les autorités les exacerbent très souvent parce que partie prenante.

Mots-clés :

Conflits, cohabitation, agropastorale, agriculteurs-éleveurs, Bébédjia, Tchad, instabilité, pression foncière.

Abstract

Located in the Southernmost part of Chad, Bébédjia benefits from natural conditions (climate and vegetation) favorable to the agropastoral activities. This natural environment attracts the wandering stockbreeders of the Sahelian and Saharan zones of the North threatened by the bad conditions of breeding and political instability . Constrained to fix themselves in this area and to practise, in addition to their traditional activity, agriculture, these wandering breeders must share a small useful space with the indigenous farmers. It results consequently in pressure on the land reinforced by the oil project of Doba. This cohabitation which was

¹ Chargé de Cours au Département de Géographie, Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, B.P. 454 Université de Ngaoundéré, Cameroun. E-mail : lieugomg@yahoo.fr

² Etudiant en Maîtrise, année académique 2002/2003, Département de Géographie, Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, Université de Ngaoundéré, Cameroun.

formerly peaceful has become conflictual. Instead of peacefully resolving the farmer-grazier conflicts, the powers that be often exacerbate them because of self-interest.

Key words:

Conflicts, cohabitation, agropastorale, farmer-stockbreeders, Bébédjia, Chad, instability, land pressure.

Introduction

Située au centre-est du département du Logone Oriental, dans l'extrême sud du Tchad, entre 8° et 9°64' LN, et entre 16°20' et 16°50' LE, Bébédjia fait partie du champ pétrolier de Doba. Avec une superficie de 2 954 km², elle représente 22,7% du département et seulement 0,23% du territoire national.

Située dans l'extrême sud du Tchad, cette région jouit des conditions naturelles (climat et végétation) favorables aux activités agropastorales. Par conséquent, elle a toujours attiré les pasteurs nomades des zones saharienne et sahélienne du nord. Les deux communautés (éleveurs et agriculteurs autochtones) ont toujours vécu pacifiquement et de manière complémentaire. Malheureusement, depuis 1980, les conflits, très souvent meurtriers, les opposent. Pourquoi en est-on arrivé là ? Est-ce dû au clivage nord/sud (physique et humain) qui a toujours miné ce pays ? Comment et pourquoi n'arrive-t-on pas à rétablir la paix entre ces deux communautés ?

Pour répondre à ces questions de recherche, nous avons formulé l'hypothèse que la dégradation des conditions de l'élevage, l'instabilité politico-militaire et le projet pétrolier de Doba ont favorisé l'installation définitive des éleveurs et des autres immigrants dans la région, provoquant une pression sur l'espace. Ce qui a pour conséquence le développement des conflits fonciers.

Les données nécessaires à cette étude ont été collectées dans les services techniques et administratifs (agriculture et élevage, etc.) et lors des entretiens et enquêtes menées du 20 mars au 28 avril 2002. Nous avons administré le questionnaire à 128 personnes dont 83 agriculteurs dans trois villages (32 à Mbikou, 25 à Békormane I et 26 à Miandoum) et 40 éleveurs dans quatre ferricks (17 à Nguéré, 4 à Oumar Saleh, 9 à Koutou et 10 à Nara).

RESULTATS

Bébédjia, un espace convoité

Drainée par le Logone, la Pandé, la Nya et la Loule, la région de Bébédjia bénéficie d'un climat tropical chaud et humide avec entre 800 et 1 200mm de pluies par an (Sama Ozias, 2003), d'une formation végétale soudanienne qui s'étale de la savane arbustive à la forêt

claire et d'un relief de plaine. Ces conditions font de Bébédjia une région favorable aux activités agropastorales et l'une des régions les plus agricoles du sud, avec de fortes productions de céréales (mil, sorgho, maïs), de manioc, de divers légumes, de coton et d'arachide. L'élevage, surtout des bœufs, y est aussi en développement. Parce que la plus arrosée, c'est la partie la plus peuplée du pays.

Ce milieu naturel attire les éleveurs nomades des zones sahélienne et saharienne moins favorables. En effet, la zone saharienne, vaste désert sablonneux couvrant environ 600 000 km², soit près de la moitié de la superficie du pays, reçoit irrégulièrement de faibles précipitations (moins de 200mm/an). Par conséquent, la végétation passe de la savane à la steppe. La zone sahélienne reçoit plus de pluies (entre 250 et 700mm/an) dans les parties sud qui sont couvertes de forêts (essentiellement épineuses à base d'acacia). Mais ces pluies sont aussi irrégulières. Marquée par une saison sèche plus longue (octobre à mai) que la saison des pluies, la végétation est faite de savane boisée et herbacée, avec plus au nord un paysage formé de dunes de sable, de palmiers, d'oueds et oasis.

Ces deux dernières zones connaissent des périodes sèches assez difficiles qui obligent les éleveurs à aller chercher le pâturage dans la zone soudanienne du sud.

La cohabitation entre les éleveurs venus du nord et les agriculteurs autochtones était pacifique autrefois. Quelques conflits éclataient mais étaient réglés pacifiquement. De plus en plus, les conflits sont devenus nombreux et parfois meurtriers. Suite à la sécheresse et au démarrage du projet pétrolier de Doba dans la région, ils s'amplifient et se complexifient.

De la cohabitation pacifique à la coexistence forcée

Zone de transhumance, les éleveurs s'installent à Bébédjia pour faire paître leur bétail en saison sèche et, profiter des résidus de récolte et des repousses d'herbes après les feux de brousse. En saison des pluies, ils repartent vers le nord.

Avant 1980, les deux communautés (agriculteurs et éleveurs) vivaient en complémentarité. Les agriculteurs bénéficiaient de la fumure animale et les éleveurs profitaient du pâturage. Ils donnaient du lait et le beurre aux agriculteurs contre les céréales (mil). Ils ne pratiquaient pas (ou très peu) l'agriculture. 87% d'éleveurs et 80% d'agriculteurs interrogés affirment que leurs relations étaient bonnes. Ils se respectaient mutuellement.

La pression sur l'espace et les conflits

Au cours des trois dernières décennies, la région de Bébédjia a vu l'arrivée des éleveurs qui se fixent définitivement pour profiter des conditions écologiques favorables. Malheureusement, des oppositions se sont peu à peu développées entre les deux communautés (agriculteurs et éleveurs) à cause d'une pression de plus en plus forte sur l'espace et sa gestion.

Les facteurs explicatifs de cette pression

Les conflits agriculteurs-éleveurs sont essentiellement liés à la gestion d'un espace de plus en plus convoité du fait des contraintes naturelles et humaines.

Les contraintes naturelles

Après les décennies de sécheresse de 1973-1975 et de 1983-1985, les éleveurs ont perdu leur bétail et certains membres de leur famille. Ils se sont installés le long des cours d'eau permanents de la zone sahélienne. Certains ont vendu leur bétail pour subvenir à leurs besoins essentiels (alimentation, santé, etc.). Suite à la dégradation continue des conditions d'élevage, ils ont progressé vers le sud, attirés par les riches pâturages nourris par les rivières (Ellen P., 1997).

En 1970, le nombre de têtes du cheptel bovin du Tchad est estimé à 4,5 millions. La plus grande partie se concentre dans la zone sahélienne. La zone soudanienne compte moins de 100 000 têtes (Arditi C., 1997). Mais en 1992, au moins 26% du cheptel national se trouve dans cette zone.

Cette population humaine et animale qui s'accroît considérablement a pour conséquence la pression sur les ressources naturelles. Ce petit espace fertile que du fait de la sécheresse, les éleveurs et les agriculteurs sont obligés de se partager, est également occupé par le projet pétrolier, ce qui débouche inéluctablement sur des conflits, malheureusement entretenus par la situation politico-militaire.

L'instabilité politico-militaire

Le Tchad est un pays fortement marqué par un clivage nord/sud. Ce pays est le résultat de l'assemblage d'un nord et d'un sud qui sont très distincts et antagonistes au plan historique.

En effet, le nord, issu d'anciens sultanats et d'empires, a, au cours de l'histoire, dominé l'espace tchadien en organisant des razzias à l'encontre du sud appelé Dar El Abid ou pays des esclaves. Le nord, composé d'une population nomade (Goranes, Toubou) dans la zone saharienne et, d'une population au mode de vie plus varié (éleveurs/agriculteurs, nomades/sédentaires) dans la zone sahélienne, est un ensemble fortement islamisé. Le sud par contre, moins étendu et plus peuplé, est en grande partie sédentaire et agricole, animiste et chrétien. Il s'est constituée en son sein une élite formée à l'occidentale. En effet, la présence des colons Français a inversé le rapport de force au profit du sud.

A partir de 1966, les conflits sociaux et économiques entre le nord et le sud aboutissent à des révoltes qui ont pour conséquence l'assassinat du président François G. Tombalbaye dans le cadre d'un putsch militaire en 1975. L'instabilité politico-militaire s'installe et le nord va lentement et progressivement, procéder (à son avantage) au rééquilibrage des forces. Plusieurs présidents vont se succéder au pouvoir : le Général F. Malloum (sudiste) en 1975, Goukouni Oueddeï (nordiste) en 1979, Hissène Habré (nordiste) en 1982 et Idriss Déby (nordiste) depuis 1990. Ces changements de dirigeants s'accompagnent de rebellions et de guerres civiles assez sanglantes, développant partout dans le pays un climat d'insécurité. Cette insécurité provoque dans la zone sahélienne des pertes en bétail et en vies humaines. Ici le bétail devient non seulement la nourriture des rebelles, mais aussi une source de financement de la guerre.

Pour s'en sortir, ces éleveurs se réfugient, pour la plupart, dans le sud. Cet afflux de personnes déplacées par la sécheresse et l'insécurité provoque à Bébédjia une mutation spatiale que le projet pétrolier de Doba vient renforcer.

Le projet pétrolier de Doba

Le projet pétrolier de Doba est l'un des facteurs de réduction de l'espace en défaveur des activités agropastorales. En effet, la construction des routes, du pipe-line, des logements pour les travailleurs, les forages, l'immigration qui en a suivi, etc., ont beaucoup pris sur l'espace déjà discuté par les différents acteurs ruraux.

Le bassin pétrolier est constitué de trois champs pétrolifères qui sont dans les cantons Komé, Miandoum et le village de Bolobo, tous dans la région de Bébédjia. Il y est prévu le forage de 300 puits de production et 25 puits d'injection. On estimait à 28 000 le nombre d'habitants touchés dans les cantons Béro, Komé et Miandoum. Les autres cantons qui devaient être

touchés par le système de transport de l'oléoduc et les infrastructures routières sont Baibokoum, Bessao, Mbaisaye et Timberi, comptant en tout environ 63 000 habitants. Selon l'étude d'impact sur l'environnement réalisée par Ellen P. B. (1997) pour ESSO, environ 150 familles devraient être déplacées.

Pour drainer le pétrole jusqu'au port de Kribi au Cameroun sur une distance longue de 1 070 km, il faut traverser 170 km sur le territoire tchadien. L'emprise foncière de la route est large de 30 mètres, ce couloir ne devant comporter ni maison, ni arbre. Au total 2 124 ha de terrains seront occupés par le projet (Moutedé-Madji V., 2002). A la fin des travaux, 457 ha resteront fermés à l'utilisation du public, 831 ha seront restaurés et remis à la population. Mais les surfaces couvertes de latérites ne pourront être cultivées avant une vingtaine d'années.

La mise en place du projet et plus tard l'exploitation du pétrole a attiré beaucoup de personnes en quête d'emploi. Pendant la phase d'exploitation (25-30 ans), on estime les besoins en main d'œuvre à 550 emplois. Selon les études d'impact sur l'environnement (Ellen P. B., 1997, Koulro-Bézo B., 2001, Madjidoto R., 1999) et Moutedé-Madji V. (2002), ce projet est susceptible de causer une immigration allant de 5 000 à 16 000 personnes. En 2002, on dénombre 3 000 immigrants dans la région, en plus des personnes employées par le projet. Dans le village de Komé Atan nouvellement créé, sur 366 habitants, 350 sont des immigrants. En 2001, la ville de Bébédjia compte 3 000 immigrants sur une population totale de 10 000 habitants. A ce rythme, Moutedé-Madji (2002) estime que le nombre d'immigrants atteindra les 10 500 dans les deux ans à venir.

Cette arrivée massive des immigrants accentue la pression sur les terres. Dans les villes, de nouveaux quartiers se créent. C'est le cas de Leldanoum à Bébédjia. Dans les espaces ruraux, certains immigrants cherchent à créer des exploitations agricoles, mais rencontrent l'opposition des populations autochtones.

Tableau 1 : Nationalité et origine des immigrants (%) à Bébédjia en 2002

| Nationalité | Effectif (%) |
|------------------|--------------|
| Tchadiens | 70 |
| Autres Africains | 20 |
| Autres expatriés | 10 |
| Total | 100 |

Source : Moutedé-Madji (2002)

Les immigrants n'étant pas seulement des Tchadiens (en dehors des cadres européens et américains, certains viennent des pays voisins comme le Cameroun, la Centrafrique, le Niger, le Nigeria), de nouvelles cultures vivrières vont être introduites pour faire face à la nouvelle demande³, d'où l'augmentation des superficies cultivables. On est passé de 16 688 ha en 2000 à 47 159 ha de culture en 2001 (service de l'agriculture). A Bébédjia, l'espace tend à se raréfier. Et plus cet espace diminue, plus les tensions deviennent plus fortes entre agriculteurs et éleveurs d'une part, et entre autochtones et immigrants d'autre part.

Une pression de plus en plus forte sur l'espace

Selon le rapport de l'ONDR (Sama O., 2003, p. 77), la population rurale (éleveurs non compris) des six cantons de la sous-préfecture de Bébédjia, est passée de 55 901 personnes en 1995/1996 à 75 554 en 2001/2002. Chez les éleveurs, leur nombre est passé de 250 en 1992, année de leur arrivée massive, à 437 en 2002. Ce nombre d'éleveurs augmente avec le nombre de têtes de bétail. Ainsi, la sous-préfecture de Bébédjia a vu l'effectif des bœufs passer de 1 289 en 1981/82 à 7 635 en 2000/2001 (ONDR, 2000).

Cet espace, désormais occupé par les éleveurs et les agriculteurs, est livré aux activités qui sont devenues concurrentielles et non plus complémentaires comme autrefois. A cette pression sur l'espace exercée par les éleveurs, s'ajoute l'afflux des personnes attirées par le projet pétrolier de Doba. L'accroissement démographique, lié principalement à ces flux migratoires, a entraîné une augmentation des superficies cultivées au détriment du pâturage. Ce rétrécissement de l'espace s'accompagne de l'utilisation des espaces marginaux. Il y a concentration du bétail, surpâturage et surcharge de l'espace. Ce qui accentue la dégradation du milieu naturel et, expose la région à la désertification. Selon le rapport de l'Office National de Développement Rural (ONDR) et les enquêtes de terrain, on constate que malgré les crises politiques (rebellions), la sécheresse, les famines et la baisse du prix du coton, l'effectif des bœufs d'attelage ne cesse d'augmenter de 1981 à 2000. Cette augmentation de l'effectif entraîne une augmentation de la superficie pastorale. comme l'indique le tableau n° 2 ci-dessous.

Tableau n° 2 : Charge bovine des éleveurs par ferrick en 2002

| Ferrick | Effectif | UBT* | UBT/km ² |
|---------|----------|------|---------------------|
|---------|----------|------|---------------------|

³ Les aliments de base des Tchadiens sont le sorgho, le riz et le maïs, ce qui n'est pas le cas de tous ceux qui viennent travailler dans le projet.

| | | | |
|-------------|--------|----------|-------|
| Koutou | 2 625 | 1 837,5 | 4,58 |
| Nara | 1 800 | 1 260 | 3,15 |
| Hisein | 1 350 | 945 | 2,35 |
| Dogour | 525 | 367,5 | 0,50 |
| Bichara | 1 200 | 840 | 3,05 |
| Mahamat | 2 625 | 1 834,5 | 1,85 |
| Oumar Saleh | 1 350 | 945 | 6,13 |
| Nguéré | 2 775 | 1 942,5 | 12,61 |
| | 14 250 | 14 017,5 | 34,22 |

Source : Enquête de terrain, avril 2002

*UBT = Unité de Bovin Tropical

Il s'en suit la disparition de certaines espèces comme le *Penicetum*, la raréfaction des pailles dans la région et une diminution des ressources fourragères disponibles.

Avec l'accroissement démographique, on crée de nouveaux champs. On coupe certains arbres et les arbres fourragers pour le bétail, les arbustes pour les haies. Ce qui par conséquent contribue à dégrader l'environnement, surtout autour des ferricks. A ces actions des éleveurs et des immigrants, s'ajoute celles des agriculteurs qui prélèvent le bois (bois de chauffe), font les feux de brousse et brûlent les résidus des récoltes. Avec cette « *extension prévisible des surfaces cultivées, et du fait de l'accroissement démographique et du contexte technique actuel de l'agriculture, on aura pour effet autant de réduire les ressources fourragères elles-mêmes que d'en limiter de plus en plus l'accès.* » (Guillaud D., 1993).

Cette pression a des conséquences négatives sur le milieu naturel et également, modifie les rapports socio-économiques. En effet, les éleveurs et les agriculteurs n'entretiennent plus des relations de complémentarité, puisque les premiers (96%) pratiquent l'agriculture comme activité secondaire et, n'échangent plus leurs produits (lait, beurre) contre les céréales. Actuellement, ils les vendent. Cette pression sur l'espace provoque alors des rancœurs. Par conséquent, les tensions montent et les affrontements se multiplient.

Les conflits

Ces conflits opposent les agriculteurs plus aux éleveurs qu'aux immigrants et se manifestent de deux manières.

Les conflits latents

Les conflits latents ou larvés se manifestent par la méfiance, la suspicion, et sont exploités à des fins politiques. Les agriculteurs considèrent les éleveurs comme des conquérants venus du nord et proches du pouvoir politico-militaire. Se sentant menacés, les éleveurs préfèrent se rapprocher des autorités publiques pour avoir accès aux ressources naturelles. Ces formes de conflits sont perceptibles pendant les campagnes électorales et peuvent se transformer en conflits ouverts.

Les conflits ouverts

Ils se manifestent par les bagarres, les destructions de biens (incendies, abattage de bêtes, etc.) et même par des attaques de personnes (coups et blessures). De 1992 à nos jours, les exemples sont nombreux. On pourrait citer le conflit intercommunautaire de 1998 dans le canton Mbikou qui a coûté la vie à une personne dans chaque camp⁴.

Qualifiés de « *mamelles de l'économie tchadienne* », l'agriculture et l'élevage peuvent s'intégrer harmonieusement du fait de leur complémentarité. Quelles solutions pour sinon éliminer, du moins atténuer ces conflits qui se sont dangereusement aggravés à partir de 1980 ?

Un règlement partiel des conflits et leur exacerbation

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont réglés par les chefs de canton ou de village, les sous-préfets ou les commandants de brigade. Les constats de destruction sont faits par l'Office National de Développement Rural (ONDR). Mais ce règlement des conflits ne donnent pas toujours satisfaction à l'une ou à l'autre partie.

⁴ La Nouvelle de BECCAD de Doba (n° 17 de mars 2002, p. 4) parle de l'enlèvement le 30 janvier 2002, de dix bœufs d'attelage à Miandoum dans le canton Béboni, suivi de l'exécution de l'un des agriculteurs qui poursuivaient les assaillants. Toujours selon ce journal, le 31 janvier 2002 dans le canton Komé, il y a eu affrontement entre les éleveurs et les agriculteurs, suite à la dévastation des cultures. Un éleveur a été tué, trois agriculteurs blessés, une vache abattue et cinq bœufs d'attelage emportés. Avant cela, le 17 décembre 2001, le jour de la clôture du séminaire de réflexion et d'élaboration des textes relatifs à la transhumance et au nomadisme en territoire tchadien, les agriculteurs et les éleveurs s'étaient affrontés aux alentours de Moundou dans le Logone Occidental. Selon les sources hospitalières, le bilan était de trois morts (Ka-Ngahyguim F., 2001). Ce sont là quelques exemples parmi tant d'autres.

Les éleveurs préfèrent s'adresser aux autorités publiques (sous-préfets, commandants de brigade). Parce qu'ils estiment que les autorités traditionnelles (chefs de canton, chefs de village) sont partiaux et prennent partie pour les agriculteurs. Ils accusent aussi les commandants de brigade dont ils considèrent les jugements expéditifs (66% des éleveurs enquêtés). L'ONDR est également pris à partie. Les éleveurs l'accusent de surévaluer les superficies dévastées par les bœufs, et de fixer des amendes trop élevées. Pour eux, les conflits sont devenus un fonds de commerce pour les autorités (Naygotimti B. et Béguy Ramadji A., 2004).

Les agriculteurs, après dévastation des champs, vont vers les éleveurs pour un arrangement à l'amiable. Malheureusement, très souvent, les éleveurs ne veulent pas entendre raison. Dans le cas du canton Mbikou où on enregistre le plus de conflits, seulement 3% d'agriculteurs sont satisfaits des jugements rendus. Ici les éleveurs refusent de répondre à la convocation des chefs traditionnels et rejettent leurs décisions. Les agriculteurs trouvent que les autorités publiques cautionnent les actes des éleveurs. C'est pourquoi ils préfèrent se rendre justice. Selon un agriculteur de Mbikou, « *les éleveurs sont eux-mêmes l'Etat. Ils sont les gouvernants, le pays leur appartient* ». Ce qui veut dire que derrière les éleveurs, il y a les grands commis de l'Etat. Certains éleveurs ne sont que des bouviers au service de ces gros propriétaires (Ka-Ngahyguim F., 2001).

Au Tchad, il y a des associations et des ONG qui oeuvrent, de manière formelle et informelle, pour la gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Leurs rôles complètent et appuient ceux des autorités (traditionnelles et publiques) pour la prévention et la gestion pacifique des conflits. Malheureusement, les différentes recommandations et résolutions ne sont pas (ou sont mal) appliquées par les fonctionnaires du commandement. Ces règlements de conflits se soldent presque toujours par un échec.

Discussion et conclusion : Pour une fin des conflits agriculteurs-éleveurs

Les conflits agriculteurs-éleveurs ne sont pas spécifiques au Tchad. On en enregistre quelques fois au Cameroun dans les provinces du Nord, Nord-Ouest, Ouest et Extrême-Nord. On a eu le cas ghanéen de février-avril 1988, où les Peuls éleveurs ont été obligés de s'enfuir vers la Côte-d'Ivoire. C'est aussi l'exemple du Niger où, dans la région de Guidam-Roundji, les affrontements ont provoqué la mort d'une centaine de personnes dont certaines brûlées vives (Philippe B., 1994, cité par Sama Ozias, 2003, p. 92). Les causes des conflits sont presque

toujours les mêmes : dévastation des champs ou vol des bœufs d'attelage suivi des représailles.

Tout tourne autour de la gestion de l'espace et de l'accès aux ressources naturelles. Pour gérer au mieux ces conflits au Tchad en général et dans la région de Bébédjia en particulier, il faut penser de nouvelles méthodes de règlement et de gestion de l'espace qui tiennent compte des nouvelles contraintes naturelles et humaines. Surtout que les nouvelles données agricoles, pastorales et pétrolières font désormais de cette région une zone très sensible aux plans socio-économique et politico-militaire.

La solution devra aller dans le sens de la dynamique d'occupation de l'espace et du rôle des associations et ONG nationales ou internationales. Mais avant tout, l'Etat doit jouer son rôle régalien. Sa première action doit consister à désarmer tous les civils et faire « *appliquer la loi dans toute sa rigueur* » (M.H. AJR.S., 2003). La seule solution à l'amiable et le respect des us et coutumes ne suffisent pas. En plus de la formation et de la sensibilisation des deux communautés sur le bien fondé de l'association agriculture-élevage (que beaucoup connaissent déjà), les tribunaux doivent être reconnus compétents en cas de conflit dans ce pays déjà bien affaibli par l'instabilité politico-militaire.

Références bibliographiques

Arditi C. (1997), Paysans Sara et éleveurs Arabes dans le sud du Tchad : du conflit à la cohabitation ? in Barnouin C. Boutrais J., *L'homme et l'animal dans le bassin du Lac Tchad*, actes du colloque du réseau Méga-Tchad, Orléans, IRD, Paris.

Bernus E. (1974), l'évolution récente des relations entre éleveurs et agriculteurs en Afrique tropicale : l'exemple du sahel nigérien, in *Cahiers de l'ORSTOM*, n°2, vol. XI, pp. 137-143.

Ellen P. B. (1997), Le milieu humain. *Rapport socio-économique sur le projet d'exportation tchadienne*, annexe B de l'impact sur l'environnement, ESSO.

Guillaud D. (1993), L'ombre du mil : *Un système agropastoral en Aribinda (Burkina Faso)*, ORSTOM, Paris.

Ka-Ngahyguim F. (2001), vers la fin des conflits agriculteurs-éleveurs, in *N'Djamena Bi-Hebdo*, n° 549 du 24 décembre 2001.

Koulro-Bézo B. (2001), *Etude d'impacts de la mise en place du projet pétrolier tchadien sur l'agriculture et l'élevage dans sa zone soudanienne : cas des villages de Ndaba Bébo, Ndaba Dildo et Bam*, mémoire de DESS, Université de poitiers.

Madjidoto R. (1999), *Le Logone Oriental à l'aube de l'ère pétrolière : Etat des lieux*, Mémoire de DEA.

M.H. AJR.S. (2003), La marque du pétrole sur la démocratie, in *Le Progrès*, n° 1386.

Moutedé-Madji V. (2002), *Les environnementaux et les conséquences socio-économiques du projet pétrolier de Doba : cas de l'immigration dans la ville de Bébédjia et les villages Bam et Atan*, Mémoire de Maîtrise, Université de N'Djamena.

Naygotimti Bambe et Béguy Ramadji A. (2004), Agriculteurs-éleveurs : Un conflit en or, in *Tchad et Culture*, n° 228 de juin 2004.

Nouvelles de BELACD de Doba, n° 17 de mars 1997

Pabamé S. (2000), *Le conflit agriculteurs-éleveurs dans la zone soudanienne : le cas du Moyen Chari au sud du Tchad*, Mémoire de DEA ESSOR, DIA.

Sama O. (2003), *Bébédjia, d'une zone de cohabitation pacifique à un espace disputé au sud du Tchad*, Mémoire de Maîtrise, Université de Ngaoundéré.

fr.sos-childrensvillage.org/html_fr/tchad_informations_generales.html

tchadmonpays.free.fr/geographie.php3?url=relief

www.virtualcentre.org/fr/ele/download/t2_discussion7.html

www.izf.net/izf/Documentation/Cartes/Pays/supercartes/tchad/htm

www.wambafrance-td.org/amba/prestchad.html

www.tlfq.ulaval.ca/axl/afrique/tchad.htm